

Préface

Pour que la France soit attractive, compétitive et forte, elle a besoin de cohésion sociale. C'est la conviction profonde de l'Institut Montaigne qui, depuis sa création, a porté dans le débat public nombre de propositions sur la diversité, l'égalité des chances et la lutte contre la relégation urbaine. Dans la lignée de son rapport *Les Oubliés de l'égalité des chances*, paru en 2004, l'Institut publie aujourd'hui *Banlieue de la République*, une enquête approfondie réalisée pendant plus d'un an auprès des habitants de l'agglomération de Clichy-sous-Bois et Montfermeil en Seine- Saint-Denis.

Adoptant une démarche transversale, cette enquête s'intéresse à l'ensemble des dimensions qui permettent de « faire société » : le logement et la rénovation urbaine, l'éducation, l'emploi et la sécurité. Elle se termine en se demandant à quel point ces dimensions influencent le rapport des personnes interrogées au fait politique et aux questions religieuses. Monographie d'un territoire qui a été l'épicentre des émeutes urbaines de 2005, c'est un document exceptionnel et sans équivalent à ce jour. Bien entendu, cette enquête ne prétend pas fonder un diagnostic général sur la situation des quartiers ni des banlieues en France : Clichy et Montfermeil présentent des caractéristiques qui leur sont propres et qui ne sont pas généralisables. Néanmoins, elle invite à la réflexion.

Plus de cinq ans après les événements, il est temps de faire le bilan des politiques menées dans ces quartiers qui symbolisent à eux seuls le délitement du « vivre-ensemble » français. Depuis 2005, beaucoup de changements sont intervenus sous l'effet d'une politique volontariste de rénovation urbaine dont l'ambition affichée est de transformer à horizon 2013 près de 500 quartiers, parmi lesquels celui du « Plateau » de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil. Au final, c'est la vie de quatre millions de citoyens qui doit s'en trouver améliorée.

Que dit l'enquête ? Tout d'abord que la rénovation urbaine a bien eu lieu et qu'elle est perceptible par les habitants des quartiers concernés. Mais elle dit aussi qu'à elle seule la rénovation du bâti ne peut suffire à assurer cohésion et développement dans

des quartiers qui concentrent un grand nombre de difficultés. Pour être efficace, elle doit être accompagnée de politiques encore plus ambitieuses en matière d'éducation, d'emploi, de santé, de transports, de sécurité, politiques qui doivent être concertées.

Agir avec force et conviction est un impératif. Aux yeux de certains c'est un impératif moral, tant la situation vécue par les populations des quartiers relégués est parfois difficile. Mais c'est aussi un impératif politique et économique : une partie de notre avenir se joue dans ces quartiers qui sont parmi les plus jeunes du pays. L'éducation doit y être érigée en priorité absolue, car le destin scolaire des enfants y est pour l'instant intimement corrélé à leur appartenance sociale. Or, quelle place assurer à la France dans la mondialisation si sa compétitivité est bridée par l'exclusion sociale et la non cohérence des différentes composantes de sa population ?

L'action des pouvoirs publics est évidemment déterminante. La politique de la ville est souvent critiquée pour son manque d'efficacité tant il est vrai qu'une politique publique d'exception ne peut rien si elle n'est pas fortement articulée aux politiques de droit commun. Mais on ne peut tout attendre de la puissance publique et des collectivités locales. Pour changer les choses de façon durable, d'autres acteurs ont un rôle majeur à jouer. C'est le cas en particulier des citoyens, des entreprises qui recrutent et des associations qui animent la vie de ces territoires tout en créant du lien social.

S'intéresser aux quartiers populaires, ce n'est pas faire preuve de charité, c'est tout simplement indispensable pour éviter que ne se crée dans notre pays une société à deux vitesses qui ébranle le pacte républicain, garant du vivre-ensemble. La lutte contre les inégalités sociales et tout ce qui divise ne concerne pas uniquement les moins favorisés d'entre nous, mais tous les Français pour que chacun puisse vivre pleinement les promesses de ce pacte et que la population de ces quartiers ne se sente plus en « banlieue de la République ».

Claude Bébéar Président de l'Institut Montaigne